

***L'Amérique latine dans le concert
des nations occidentales
entre 1959 et 1961.
Quel avenir pour ce Tiers monde ?***

*« Éramos una visión... »
José Martí*

*« Le continent sud-américain constitue le champ par
excellence de nos espoirs. »
Ch. de Gaulle*

Au cours de la Deuxième Guerre mondiale, l'Amérique latine se trouvait dans une position originale qui la différenciait de la grande majorité des nations du monde. Le Brésil était le seul pays de cette région à avoir participé au conflit européen en envoyant des troupes sur le Vieux Continent. Quelques Cubains s'étaient engagés dans les forces armées nord-américaines, alors que de son côté le Mexique avait pris part, dans le Pacifique, au conflit mondial en engageant deux escadrilles d'aviation, venues fort à propos en aide aux Etats-Unis dont le potentiel aérien avait été mis à mal après l'attaque de Pearl Harbor. Les nations latino-américaines ne participèrent donc à l'effort de guerre du Monde libre qu'en devenant les pourvoyeuses privilégiées de matières premières stratégiques et alimentaires des Etats-Unis dont la population masculine était engagée sur les divers fronts d'opérations du monde et la population féminine dans l'effort de production industrielle militaire.

Au lendemain du conflit mondial, l'Amérique latine se trouvait, là encore, dans une situation toute particulière. Le conflit coréen allait offrir un léger répit aux économies latino-américaines. L'affaire de la révolution guatémaltèque, autant que le voyage mouvementé du vice Président Richard Nixon, allaient placer, pendant quelques temps, l'Amérique latine au

cœur de l'information, avant de retourner à son grand silence, oubliée qu'elle semblait être de l'Histoire. Ayant conquis son indépendance 140 ans auparavant, l'Amérique latine observait le processus d'accession à l'indépendance des anciennes colonies européennes sans se sentir concernée au premier abord. Et pourtant...

I. Le temps de l'oubli

*« Aussi longtemps que nous pouvons compter sur les pays
de l'Amérique du Sud, nous avons là une réserve de vingt
votes. »
Eisenhower à de Gaulle. 1959.*

Il faut donc attendre 1959 pour voir apparaître une première mention de l'Amérique latine dans les documents diplomatiques français aujourd'hui classés dans un ensemble connu sous l'appellation de « Secrétariat général, entretiens et messages »¹. L'intérêt de ces conversations entre « grands » réside avant tout dans le fait qu'elles montrent la vision des dirigeants occidentaux, et l'importance, qu'à leurs yeux, revêtait le sous-continent américain ainsi que leur souci pour cette région. Il faut d'entrée remarquer que cette allusion à l'Amérique latine n'est pas faite pour elle-même, mais à l'intérieur d'un ensemble ayant trait aux « pays sous-développés ».

En décembre 1959, lors d'un entretien à Rome, Giuseppe Pella, ministre italien des Affaires étrangères, fait remarquer à son homologue français, Maurice Couve de Murville, que « *les positions européennes ont une valeur en quelque sorte exemplaire* »² en ce qui concerne « *le problème de l'aide aux pays sous-développés qui est un chapitre essentiel de la grande politique des prochaines années.* » Couve de Murville lui fit part de son plein accord sur cette question en ajoutant, avec l'esprit si perspicace qui le caractérisait : « *Pour notre part, nous nous proposons d'inscrire également à l'ordre du jour du sommet la question des pays sous-développés et celle de la non-immixtion. Si l'on parle des pays sous-développés, c'est pour mettre un terme à la guerre froide et rechercher les possibilités de coopération dans ce domaine. Mais nous ne nous faisons pas d'illusion sur les résultats.* »³

Car encore faut-il savoir ce que l'on entend à l'époque par « aide aux pays sous-développés ». Le général de Gaulle, quant à lui, est totalement en phase avec son ministre des Affaires étrangères lorsqu'il déclare, le 19 décembre 1959, lors de la Réunion des Quatre au Palais de l'Élysée : « *Il serait difficile de ne rien suggérer, car les pays sous-développés –qui représentent les deux tiers du monde- posent un problème extrêmement grave.* »⁴ Montrant ainsi qu'il a conscience de l'extrême gravité et de l'urgence que pose le problème surgi de la

1 Secrétariat général; entretiens et messages. Archives diplomatiques, Ministère des Affaires étrangères, Paris. Désormais « SGEM ».

2 SGEM, vol. 10, f. 13. Entretien de Couve de Murville et Pella, Rome, 7 décembre 1959.

3 SGEM, vol. 10, f. 24 recto.

4 SGEM, vol. 10, f. 40. 19 décembre 1959.

décolonisation, le Président français se cantonne à suggérer que « *Peut-être pourrait-on proposer aussi quelque chose dans le « domaine sanitaire* »⁵.

En fait, ce qui retarde les Occidentaux, c'est l'attitude à adopter face aux Soviétiques. Le 19 décembre 1959, de Gaulle acquiesçait à l'objection de Dwight Eisenhower qui lui faisait remarquer « *que Khrouchtchev a dit un jour : " Nous allons vous enterrer économiquement " ; il y a donc lieu de se méfier et de s'entourer de toutes les précautions nécessaires avant de faire cause commune avec les Russes sur un projet quelconque.* »⁶ Mais dans sa réponse de Gaulle insistait « *sur la nécessité de faire aux Russes une proposition pratique et bien délimitée. Que les Russes acceptent ou refusent, on verra bien ; ce qui importe c'est de proposer quelque chose.* »⁷ Quatre mois plus tard, il ajoutait : « *Pendant que les peuples discuteront, ils ne feront pas la guerre.* »⁸ Pourtant, ce même jour de décembre 1959, dans l'après-midi, Eisenhower signalera qu'il « *ne serait pas très enclin à associer dès le départ les Russes à une telle entreprise* »⁹.

Au-delà du problème que pose la mise en route d'un quelconque projet en partenariat avec l'Union Soviétique, la question est de savoir qui paiera et comment s'organiser. Pour sa part, le Premier ministre britannique Harold MacMillan juge lui aussi l'idée très bonne à condition qu'elle ne fasse double emploi avec l'œuvre accomplie par certaines organisations internationales.¹⁰ Et il ajoute que « *De toute façon, ce serait de bonne propagande.* »¹¹ Ne refusant pas l'idée d'un projet commun entre Russes et Occidentaux, il attire néanmoins l'attention sur un aspect du problème qui lui paraît primordial : les Russes manquent de devises étrangères, ce qui les entrave particulièrement. Le Chancelier allemand Konrad Adenauer pense pour sa part qu'il faut proposer quelque chose de concret, quitte à faire cavalier seul en cas de refus des Russes. De Gaulle insiste alors sur la nécessité qui s'impose aux nations occidentales de s'organiser pour aider les pays sous-développés et « *éviter de paraître se faire concurrence dans ce domaine.* »¹², il ajoute que le temps lui semble venu d'associer le Japon à une telle entreprise. Car, même si les Occidentaux, contrairement aux Russes, sont les détenteurs des devises, encore faut-il trouver l'argent nécessaire à la réalisation de tels projets.

Adenauer rappelle alors que, dès 1953, les Etats-Unis avaient proposé qu'une partie des économies résultant du désarmement fût consacrée à l'aide aux pays sous-développés. A la question de savoir s'il a l'intention de reprendre cette idée, Eisenhower déclare qu'à l'époque il était prêt à demander au Congrès américain l'autorisation de verser au Fond mondial les sommes économisées grâce au désarmement, mais qu'il était partisan d'en faire bénéficier

5 Idem, f.40.

6 SGEM, vol. 10, f. 39.

7 SGEM, vol. 10, f. 40.

8 SGEM, vol. 10, f. 284.

9 SGEM, vol. 10, f. 82. Réunion élargie tenue au Palais de l'Elysée. Le 19 décembre 1959, dans l'après-midi.

10 SGEM, vol. f. 40. Réunion des quatre au Palais de l'Elysée, de 9h 30 à 11h 30.

11 Idem, f. 40.

12 Idem.

d'abord les pays sous-développés de l'Occident¹³, et que « *De toute manière, il ne juge pas utile de reprendre cette idée aujourd'hui.* »¹⁴

En reprenant le thème de l'aide économique aux pays sous-développés et de son financement auquel pourrait participer non seulement le Japon, mais aussi le Canada, le Général de Gaulle remarque alors, à l'adresse de son homologue allemand, que l'Allemagne dispose de beaucoup de moyens économiques et industriels. Elle pourrait par conséquent apporter une contribution importante à cette tâche commune.¹⁵ Le lendemain, il fait remarquer que l'aide allemande serait d'autant plus appréciée que ce « *geste renforcerait certainement la position morale de l'Allemagne dans le monde.* »¹⁶

Adenauer n'a rien contre une telle idée d'autant plus que, comme il l'affirme lui-même, l'effort des Etats-Unis dans ce domaine est déjà de 1,4% du revenu national brut, et celui de l'Allemagne occidentale de 1%.¹⁷ Cette aide allemande est d'autant mieux accueillie que les Etats-Unis sont conscients que parmi ses partenaires européens « *La France a de grands intérêts dans la Communauté, la Grande-Bretagne dans le Commonwealth. Reste l'Allemagne qui se trouve dans une situation plus favorisée, n'ayant pas de liens de ce genre.* »¹⁸ De la même façon les Etats-Unis font remarquer qu'ils « *ont déjà assumé, à titre individuel, des charges considérables dans ce domaine, à commencer par le plan Marshall et l'assistance qu'ils apportent depuis longtemps aux pays sous-développés, notamment l'Iran et le Pakistan.* »¹⁹ et ils ajoutent que « *Cette charge devient toutefois insupportable pour un seul pays et il est indispensable que l'Occident unisse ses efforts.* »²⁰

Eisenhower finit en soulignant « *la difficulté de la tâche du Monde libre. Le problème financier de l'aide aux pays sous-développés est d'une ampleur considérable* »²¹, et conclut qu'« *Il est donc indispensable pour l'Occident de mettre sur pied un plan soigneusement coordonné* »²² qui sera réservé en priorité aux nations victimes de l'agression communiste.

Pour l'heure, le problème majeur de l'Occident est non seulement de trouver les fonds nécessaires, mais aussi d'empêcher que, comme le souligne le Chancelier Adenauer, Khrouchtchev, qui est décidé à « *mener contre l'Occident une lutte économique, ne profite de l'argent né du désarmement pour renforcer la puissance économique de la Russie sans pour autant améliorer le bien-être du peuple russe.* »²³ Il lui paraît donc judicieux de lier l'idée

13 SGEM, vol. 10, f. 44.

14 Idem.

15 SGEM, vol. 10, f. 83. Réunion élargie tenue au Palais de l'Élysée. Le 19 décembre 1959, dans l'après-midi.

16 Idem, f. 127. Réunion des quatre à Rambouillet, dimanche 20 décembre 1959, 14h 30.

17 SGEM, vol. 10, f. 84.

18 Idem, f. 83.

19 Idem.

20 Idem.

21 SGEM, vol. 10, f. 100.

22 Idem.

23 SGEM, vol. 10, f. 44.

d'économie à celle de l'aide aux pays sous-développés. Ainsi Eisenhower répète « *qu'il appartient aux pays occidentaux de bien faire comprendre que le vrai but du désarmement est de faciliter l'octroi d'une aide aux pays sous-développés.* »²⁴ Le Général de Gaulle conclut la discussion « *en précisant qu'il est convenu d'établir un lien entre le désarmement et l'aide aux pays sous-développés* »²⁵. C'est exactement ce que le Premier ministre français Michel Debré déclarera à Hoffman, directeur général du Fond Spécial des Nations Unies, le 30 avril 1960, en lui signalant que « *les pays communistes n'accordent une aide économique ou une assistance technique que contre une orientation politique. L'Occident doit savoir évidemment être plus généreux, mais cette générosité ne donnera d'heureux résultats que si elle s'accompagne d'une coordination des politiques occidentales dans ce domaine.* »²⁶

Apparaît alors l'idée selon laquelle l'aide des nations capitalistes aux pays sous-développés est supérieure à celle des nations dites « socialistes », à cause de la supériorité intrinsèque de l'économie libérale de marché, mais aussi parce que politiquement elle ne suppose aucune contrepartie: « *Nous voulons convaincre les Africains que, contrairement à ce qui se passerait pour eux s'ils se rapprochaient des démocraties populaires, l'aide que nous leur apportons ne comporte de notre part aucune arrière-pensée de domination.* »²⁷



Et l'Amérique latine dans tout cela ?

La vision qu'ont les dirigeants occidentaux de l'Amérique latine est des plus intéressantes si l'on veut comprendre leur attitude face à cet ensemble de nations. Ainsi Pierre Wigny, ministre belge des Affaires étrangères, souligne au retour d'un voyage au Brésil, en janvier 1960, devant ses homologues européens qui lui demandent de leur faire part de ses impressions, « *le caractère européen de l'Amérique du Sud. Intellectuellement, sentimentalement, ce continent est tourné vers l'Europe.* »²⁸ Et Couve de Murville renchérit en déclarant : « *Politiquement, il existe d'évidentes affinités entre l'Amérique latine et l'Europe.* »²⁹

Mais, pour voir le sort de l'Amérique latine lié à celui du reste du monde, il faut attendre le 24 avril 1960. Eisenhower déclare, toujours en parlant de l'aide aux pays sous-développés, que « *Peut-être pourrait-on envisager des accords régionaux de désarmement en Afrique et en Amérique du Sud.* »³⁰ et rappeler que Jorge Alessandri, le président du Chili, « *avait*

24 Idem, f. 45.

25 Idem.

26 SGEM, vol. 10, f. 318.

27 SGEM, vol. 13, f. 130. De Gaulle lors de l'entretien avec Christian Herter à Rambouillet, le 20 décembre 1959, 16h 30.

28 SGEM, vol. 10, f. 164. Consultations des ministres, Rome, 25-26 janvier 1960.

29 Idem.

30 0 SGEM, vol. 10, f. 303.

réemment proposé le désarmement total des pays d'Amérique latine et les Etats-Unis avaient appuyé cette proposition. »³¹

On le voit donc, soit l'Amérique latine n'est jamais considérée en tant que telle, mais dans un ensemble plus large appelé « pays sous-développés » ; soit elle n'est perçue que comme un prolongement économique et culturel de l'Occident.

Pourtant, lors de son entretien en tête-à-tête avec Eisenhower, le 19 décembre 1959, de Gaulle montre qu'il a conscience de la nouveauté du monde né de la décolonisation de l'après-guerre. S'il s'alarme du fait que « nous aurons dans quelques années aux Nations Unies trente nations noires, vingt nations islamiques, quinze nations asiatiques, dix pays communistes et dix-sept pays occidentaux. C'est une inquiétante perspective. »³², le Président Eisenhower, son homologue, le rassure en lui rappelant que, « Aussi longtemps que nous pouvons compter sur les pays de l'Amérique du Sud, nous avons là une réserve de vingt votes. »³³ Voilà donc toute l'importance octroyée, en cette fin de 1959, à l'Amérique latine. Le seul rôle qu'elle soit à même de jouer dans le concert des nations occidentales : une réserve de voix. Pourtant, de Gaulle, plus conscient de l'urgence de la situation, lui rétorque : « Oui, mais il y a Cuba, Saint-Domingue, demain peut-être Panama, et puis le Venezuela, la Bolivie, etc. »³⁴ Vision pessimiste à l'extrême qui n'a pas le don d'émouvoir le président des Etats-Unis qui semble se cantonner dans une vision passée des rapports avec ses voisins du Sud puisqu'il réplique, « J'ai l'intention de rendre visite à l'Amérique du Sud. Il me reste à trouver le moment dans mon calendrier, qui est très chargé. »³⁵

Cette importance relative, mais somme toute cruciale en ce début des années 60, Couve de Murville la rappelle en janvier 1960, au Conseil des Ministres européens, elle l'amène à déclarer qu' « Au point de vue politique, nous n'avons plus tellement d'amis dans le monde. On le voit aux Nations Unies. Or l'Amérique latine constitue encore un noyau solide d'amitiés fidèles. »³⁶ Car à l'aube des années 60, alors que la France essaie, par tous les moyens qui lui semblent possibles, de trouver une sortie honorable à « l'affaire algérienne », la diplomatie française scrute d'un regard angoissé le compte des votes à l'O.N.U. où plusieurs de ses « alliés » traditionnels latino-américains ont succombé aux charmes des sirènes du groupe afro-asiatique ou aux propositions de pays tiers qui tentent de trouver un compromis honorable pour les deux parties. Le spectre d'une reconnaissance du droit de l'Algérie à l'indépendance n'arrangerait en rien le gouvernement du général de Gaulle qui a bien d'autres projets en tête, tant en ce qui concerne la politique nationale qu'internationale. D'où l'idée que la politique

31 1 Idem. Il est à remarquer que ce plan prétendait surtout contrecarrer les plans argentins visant à créer une force militaire nucléaire.

32 2 SGEM, vol. 10, f. 67.

33 3 Idem.

34 4 Idem, f. 68. Nous conservons la graphie des noms de pays latino-américains telle qu'elle apparaît.

35 Idem, f. 68.

36 SGEM, vol. 10, f. 165.

occidentale, en particulier la politique française, se doit de réactiver ses relations avec l'Amérique latine : « *Notre politique est de développer les liens avec cette région du monde.* »³⁷



La révolution cubaine fait alors irruption dans les débats. La première mention apparaît lors des entretiens entre le général de Gaulle et le Président Eisenhower, à la Maison Blanche, le 22 avril 1960. Il est curieux de constater que cette mention de la révolution cubaine et de l'inquiétude qu'elle provoque légitimement, n'est pas faite pour elle-même, mais comme objet de comparaison avec ce qui se passe en Afrique, suite à la décolonisation française et au « problème algérien », comme l'on disait alors. En effet, Eisenhower « *signale qu'il a reçu récemment de nombreux messages émanant de gouvernements africains et lui demandant d'entretenir le Général de Gaulle de divers sujets.* »³⁸ De Gaulle lui fait immédiatement comprendre que le problème algérien ne regarde que la France : « *Les insurgés, eux, veulent que l'Etat algérien futur procède de leur seule force, ce qui n'est pas sans précédents en Afrique, mais ce qui n'est pas démocratique.* »³⁹ Et d'ajouter immédiatement, non sans malice, à l'adresse de son homologue nord-américain : « *Aussi bien, tous ces gouvernements africains ont-ils des difficultés intérieures et cherchent-ils des prétextes à l'extérieur pour calmer leurs populations, comme Fidel Castro le fait à Cuba à l'encontre des Etats-Unis.* »⁴⁰ Dit autrement : à chacun ses problèmes. Le Président nord-américain clôt poliment le débat en donnant son assentiment et en faisant allusion à une anecdote qui ne fait rire que lui : « *un magazine sud-américain a publié côte à côte, sans légendes, deux dessins : l'un le représentant lui-même dans une attitude méditative, l'autre représentant Fidel Castro la barbe et les bras levés jusqu'au ciel et vitupérant.* »⁴¹

Cette vision anecdotique et légère des problèmes fait place à une vision qui, si elle est plus circonstanciée, n'en est pas moins inexacte. Au début de mai 1960, par un courrier concernant « *le troisième point de la session ministérielle de l'ordre du jour de l'OTAN : la situation internationale et Cuba* »⁴², Christian Herter, Secrétaire d'Etat nord-américain, « *s'est étendu assez longuement sur la situation à Cuba* ». ⁴³ Il est curieux de remarquer que le représentant nord-américain y déclare « *qu'au début de la révolution, les sympathies du Gouvernement américain allaient au nouveau régime car l'on pensait qu'après un gouvernement trop corrompu le changement serait souhaitable* »⁴⁴. Mais l'information frappe

37 Idem, f. 165. La citation est de Maurice Couve de Murville.

38 SGEM, vol. 10, f. 288.

39 SGEM, vol. 10, f. 291.

40 Idem.

41 Idem.

42 SGEM, vol. 10, f. 352 recto. Télégramme n° 262, signé Leusse, daté « reçu le 9 mai 1960 ». « Communiqué aux postes OTAN sauf Reikjavik et La Havane, Ciudad Trujillo, Port-au-Prince. »

43 Idem.

44 Idem.

surtout par sa confusion et son imprécision puisqu'il déclare que « *Fidel Castro avait perdu plusieurs de ses premiers compagnons et ses meilleurs administrateurs. Maintenant, il était mal entouré et la personnalité qui dirigeait à la fois le Ministère de l'armée et celui de l'enseignement, un aventurier d'origine argentine aux tendances pro-communistes, jouait un rôle inquiétant.* »⁴⁵ Et Herter ajoutait : « *Si l'attitude de Fidel Castro est actuellement un grave sujet de préoccupation pour le Gouvernement des Etats-Unis, [...], ce n'est pas seulement parce que les rapports entre les deux pays ont cessé d'être amicaux comme par le passé, c'est surtout parce que le régime ne semble pas réellement indépendant, et qu'il a établi certains liens avec le communisme international.* »⁴⁶

Il faut cependant souligner que Herter est alors conscient de la nouveauté qu'implique la victoire des "Barbudos" puisqu'il signale que l'influence qu'exerce le régime de Castro en Amérique latine ne saurait être sous-estimée.⁴⁷ Il ajoute ensuite : « *La mystique de Fidel Castro et sa popularité sont réelles. Pour les éléments de gauche, il est devenu un véritable héros.* »⁴⁸ Curieusement, la nouveauté cubaine laisse tout de même entrevoir les difficultés à venir, la politique passée pourra difficilement être remise en selle : « *Mais c'est en Amérique centrale que la situation peut devenir inquiétante. A Saint-Domingue le gouvernement dictatorial a emprisonné presque toutes les personnes susceptibles de faire une "révolution saine" mais il a laissé les mains libres aux éléments extrémistes du type Castro. Si cette tendance se confirme, c'est toute la région des Caraïbes qui risque d'en subir les conséquences.* »⁴⁹

Pour sa part, Couve de Murville, en cette même journée du 9 mai 1960⁵⁰, signalera la nouveauté que constitue la politique de Cuba sur l'échiquier international, puisque désormais « *après le voyage de M. Mikoyan à Cuba et au Mexique ceci marque l'accès de la Russie à des régions jusqu'alors considérées comme des monopoles occidentaux et particulièrement américains.* »⁵¹

Suite à l'affaire de l'avion espion nord-américain abattu au dessus de l'Union Soviétique, la situation internationale deviendra plus préoccupante ; dès lors, la haute technologie se mêle à la guerre froide. La preuve de cette préoccupation en est l'intervention de Couve de Murville, le 18 juillet 1960⁵², qui lie directement cette affaire à celle de Cuba. Faisant un magistral tour de la situation en Amérique latine, il signale que si « *La crise de Cuba est sérieuse* »⁵³, la gravité naît surtout de deux faits nouveaux : « *Pour la première fois un pays*

45 Idem, f. 352 verso.

46 6 Idem, f. 352 v.

47 Idem.

48 Idem.

49 Idem.

50 Lors de la II^{ème} Conférence de consultation politique des Ministères des Affaires étrangères des pays de la Communauté européenne tenue à Luxembourg, le 9 mai au matin. SGEM, vol. 11, f. 13.

51 Idem.

52 2 Lors de la Réunion des six ministres des Affaires étrangères de l'Union européenne, La Haye, 18 juillet 1960, 10h 30. SGEM, vol. 12, f. 42 verso.

53 Idem.

d'Amérique latine échappe à la sphère d'action des Etats-Unis. » S'il juge qu'« *Il est inutile de revenir sur le passé et de se demander si l'appui à la dictature de Battista [sic] n'a pas été continué trop longtemps* » c'est pour mieux souligner l'urgence de la situation qui résulte de l'extension du malaise critique et de la popularité du dirigeant cubain : « *La subversion est déjà installée au cœur de l'Amérique centrale* » et d'ajouter que « *La vérité du moment est que Fidel Castro par sa xénophobie fait le jeu des éléments extrémistes. Il est frappant de voir combien le Mexique qui est pourtant un pays stable manifeste de sympathie pour le régime cubain* ». Mais là où la situation présente à ses yeux l'intérêt le plus immédiat c'est à Saint-Domingue où « *il est probable que ["le régime dictatorial qui règne en République dominicaine"] tire à sa fin et Trujillo risque d'être remplacé d'un moment à l'autre par des éléments favorables au régime castriste* »⁵⁴. C'est surtout le manque de solution de rechange qui effraie.

Toutefois, il est intéressant de constater que contrairement à ses homologues nord-américains, si rapides en besogne quand il s'agit d'appliquer l'étiquette infamante de communiste à tout mouvement novateur en Amérique latine depuis le gouvernement de Jacobo Arbenz au Guatemala en 1951-54⁵⁵, la diplomatie française fait preuve de plus de calme et de discernement : « *On ne peut encore dire que le régime cubain soit communiste, mais on peut constater que beaucoup de communistes s'y sont déjà installés* »⁵⁶.

Ainsi, l'Amérique latine apparaît alors pour la première fois comme totalement intégrée d'un point de vue politique au concert des nations puisque désormais elle aussi va servir l'enjeu des rapports Est-Ouest : « *L'Amérique centrale est donc devenue particulièrement vulnérable, M. Khrouchtchev exploite cette situation sans vergogne afin de bien montrer qu'il ne veut à aucun prix arranger les rapports entre l'Est et l'Ouest* »⁵⁷. Il n'y a pas encore d'intrusion russe mais exploitation d'une situation.

II. Le temps de l'intérêt

« Il est capital que l'Europe comprenne que l'Amérique latine est la seule zone peu développée appartenant au monde occidental. L'Europe a donné la vie à l'Amérique latine et se doit de l'encourager et de l'appuyer pour qu'elle prospère. »

Fronzizi à de Gaulle. 1960

L'arrivée de John F. Kennedy à la Maison Blanche en janvier 1961 va constituer le point de départ d'importantes innovations à l'encontre de l'Amérique latine. Le dirigeant nord-américain fait d'emblée bonne impression sur ses homologues européens : Adenauer déclare qu'« *Il ne connaît pas M. Kennedy qu'il n'a jamais rencontré, mais il a suivi ses discours, et il*

54 Idem, f. 42.

55 5 En 1960 on retrouve régulièrement des références au péronisme quand il s'agit de critiquer les innovations sociales et politiques d'un Fidel Castro qui échappe encore à toute qualification économique.

56 6 Idem, f. 43 r.

57 Idem.

s'en dégage une bonne impression »⁵⁸. De Gaulle est d'accord quand le Chancelier fait remarquer qu'« *il y a beaucoup de "prima donna" masculines dans son administration.* », signalant que lui aussi « *a noté cet aspect de l'entourage de M. Kennedy.* »⁵⁹

Rôle accru de la communication et administration d'un genre nouveau sont deux aspects fondamentaux de l'ère Kennedy qui n'ont pas échappé aux dirigeants européens. Lucide, de Gaulle va même jusqu'à affirmer que « *La venue de M. Kennedy a marqué l'entrée dans un autre monde, l'avènement d'une nouvelle génération* »⁶⁰. Pour sa part, Couve de Murville dira qu'« *Une ère nouvelle commença avec John F. Kennedy. Après l'Amérique victorieuse et paternelle, venait l'Amérique triomphante.* »⁶¹ Pourtant cette "Amérique triomphante" allait connaître en Amérique latine ses plus graves déboires. Trois mois après son arrivée à la Maison Blanche, l'administration nord-américaine s'enlisait dans la Baie des Cochons, puis proposait une "Alliance pour le Progrès" qui n'apporterait pas, loin s'en faut, la manne promise.

Dès le 26 janvier 1961 de Gaulle, considérant qu'il n'existe dans le monde qu'une réalité tangible, l'Occident, à savoir, la Grande-Bretagne, la France et les Etats-Unis, déclare, qu'unies ces nations « *sont plus solides que tous les Khrouchtchev, Mao-Tse-Toung et autres N'Krumah ou Tshombé, que Quadros ou Castro* ». ⁶² Voilà les dirigeants latino-américains les plus novateurs relégués au même rang que les dirigeants africains les plus sombres et les dictateurs post-staliniens. Dans ce même entretien, quelques mots furent échangés concernant l'Amérique latine, juste avant d'aborder la question « *des pays insuffisamment développés* ». Notons que le Brésil est considéré au même titre que les Etats-Unis, la France, le Royaume-Uni, l'Allemagne et le Japon, parmi les pays les plus prospères en matière de possibilités de crédit et d'investissement⁶³. Ces pays pourraient se regrouper dans le but de créer « *une organisation spéciale* » qui, « *dominée par les grandes puissances, serait mieux à même de diriger l'aide économique là où elle est le plus nécessaire* » et Harold MacMillan de citer « *par exemple vers l'Inde, la Birmanie, peut-être l'Indochine* ». Imposant aveu et constat d'échec du colonialisme qui a aussi pour but de « *ne plus laisser l'impression que l'aide des différentes organisations et en particulier de la Banque Internationale est uniquement distribuée par les communistes et l'O.N.U.* »

Si les dirigeants européens admirent l'esprit novateur qui anime le jeune président nord-américain, ils n'en expriment pas moins quelques doutes sur la capacité des Etats-Unis à gérer tant de problèmes « *à un moment où ils se trouvent de plus en plus engagés dans les affaires*

58 Tête à tête entre le Général de Gaulle et le Chancelier Adenauer, palais de l'Élysée, le 9 février 1961, de 16h 05 à 12h 20. SGEM, vol. 13, f. 63.

59 Idem.

60 Suite de l'entretien entre le Général de Gaulle et le Chancelier Adenauer, même date, même lieu, en présence des ministres Debré et Couve de Murville et de leurs homologues allemands Von Brentano et Blankenhorn, f.78.

61 Maurice Couve de Murville, *Une politique étrangère 1958-1969*, Paris, Plon, 1971, p. 93.

62 Entretien du Général de Gaulle et de M. MacMillan, Rambouillet, 26 janvier 1961. SGEM, vol. 13, f. 33.

63 Idem, f. 47.

7 Idem, f. 47.

africaines, dans les Caraïbes et demain en Amérique du Sud. »⁸ Constat important pour les Européens, car il suppose que les obligations que les Etats-Unis doivent assumer dans d'autres régions du monde, les amèneront à modifier leur attitude envers l'Europe, laissant le Vieux Continent seul face à la menace soviétique. Ainsi de Gaulle conclut : « *la rivalité avec les Soviétiques s'étend en Afrique, aux Caraïbes et bientôt en Amérique du Sud. L'Amérique est mal à l'aise et plus engagée, et notre Europe lui apparaît comme un sujet d'intérêt moins essentiel.* »⁹

Comme on le voit, les dirigeants occidentaux prennent conscience que l'Amérique latine va occuper le devant de l'actualité. Il s'agit désormais de savoir quoi faire, pour prévoir et désamorcer la situation avant qu'il ne soit trop tard. En mars 1961 le moral des Occidentaux est au plus bas : William Averell Harriman, chargé de mission par Kennedy, « *avoue n'avoir que peu d'illusions, mais il estime indispensable de rechercher des possibilités d'arrangements avec le bloc soviétique.* ». De Gaulle le conforte et « *ajoute que la propagande et la politique soviétique sont facilitées par la situation mondiale : l'état d'esprit des pays qui ont récemment accédé à l'indépendance et qui sont encore obsédés par l'idée fixe que les Etats puissants ont toujours exploité et exploiteront toujours les Etats les plus faibles, prend l'aspect d'un véritable instinct qui fausse gravement le jugement et le comportement de la plupart des pays d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine.*

Fin mars 1961, de Gaulle reçoit Jesús Unda Murillo, ministre des Affaires étrangères du Guatemala. Cet entretien est perturbé par un petit incident sans importance, mais révélateur de l'attitude des dirigeants français et de leurs préoccupations premières. En effet, le général de Gaulle, après les salutations et congratulations d'usage, prend la direction de la conversation en rappelant sévèrement que « *la France a toujours souhaité que le monde et l'O.N.U. en particulier ne s'immiscent point dans des domaines qui intéressent seule la France.* »⁶⁴ On l'aura compris, il s'agit d'une allusion claire aux positions prises aux Nations Unies lors des débats sur le « problème algérien » qui, comme le souligne de Gaulle, « *sera réglé directement entre Français et Algériens.* » Puis le Président des Français fait part de ses griefs puisqu'« *Il a parfois regretté la position prise par le Guatemala lorsque cette question a été soulevée aux Nations Unies.* » Mais il ajoute : « *Il est vrai que, plus récemment, le Guatemala s'est abstenu, lors d'un vote sur le problème algérien, ce qui, certes vaut mieux qu'un vote opposé.* » avant de conclure magnanime : « *Toutefois cette affaire est en voie de solution en vertu de l'action entreprise directement par la France. Cela fait, la France ne tiendra pas rigueur au Guatemala de la position qu'il a pu prendre par le passé.* »¹

Il ne reste plus à notre pauvre ambassadeur qu'à expliquer que « *le Guatemala partage parfaitement le point de vue de la France [...] et que lors des votes qui ont eu lieu aux Nations*

8 Tête à tête entre le Général de Gaulle et le Chancelier Adenauer, Palais de l'Élysée, le 9 février 1961, de 16h 05 à 17h 20. SGEM vol. 13, f. 63.

9 Suite de l'entretien entre le Général de Gaulle et le Chancelier Adenauer, même lieu, même date, de 17h 35 à 18h 40, en présence des ministres Debré et Couve de Murville et de leurs homologues allemands Von Brentano et Blankenhorn, f.72.

64 0 SGEM, vol. 13, f. 174. Le 28 mars 1961.

1 1 Idem.

Unies, la délégation du Guatemala s'est toujours efforcée de ne rien faire qui puisse aller à l'encontre des intérêts de la France. » Avant d'annoncer : « En conclusion, il remercie le Général d'avoir bien voulu le recevoir et lui demande la permission de se retirer. »¹²

Mais l'anecdote s'arrête là, car de Gaulle le retient pour mieux le prier « d'indiquer quelle est l'orientation de l'Amérique centrale par rapport aux mouvements des Caraïbes et en particulier aux événements cubains. » Murillo fait immédiatement part du rejet qu'ils inspirent au gouvernement du Guatemala et à d'autres gouvernements de l'Amérique centrale : « tous s'opposent au gouvernement dirigé par M. Fidel Castro qui s'est identifié au parti communiste et à la politique de l'Union Soviétique. Or le Guatemala et l'Amérique centrale en général rejettent le système communiste. »¹³ Murillo va même jusqu'à annoncer quinze jours avant le débarquement de la Baie des Cochons -en connaissance de cause, puisque de nombreuses bases d'anticastristes sont installées dans la région, notamment dans son pays à Retalhuleu-, que « la chute du gouvernement de Fidel Castro, qui devrait se produire dans un proche avenir, ramènera rapidement le calme dans la région des Caraïbes et de l'Amérique centrale. »⁶⁵⁴

Mais de Gaulle s'intéresse, ou feint de s'intéresser plus à la « latinité » et à la nécessité de resserrer les relations entre les deux pays, notamment pour ce qui est des étudiants boursiers, car « Malgré la distance, la France se sent proche du Guatemala. »¹⁵

Le 20 avril 1961, soit le lendemain du fiasco de la Baie des Cochons¹⁶, de Gaulle reçoit Dean Acheson¹⁷, conseiller de Kennedy qui, de prime abord, lui parle des transformations qu'il serait souhaitable de réaliser au sein de l'OTAN, « pour des consultations plus larges, sans nécessairement y faire intervenir tous les membres, mais en dépassant les limites géographiques du Traité. »¹⁸ De là, il passe directement à l'Amérique latine, qui, notons-le, pour une fois est citée avant l'Afrique et l'Orient. Ainsi, Acheson déclare que « certains États européens et l'Amérique devraient se consulter sur des problèmes communs en Amérique latine, en Afrique et en Orient, en vue de coordonner leur politique. »¹⁹ Il s'étend au sujet de l'Amérique latine, en prenant soin d'expliquer la démarche qu'il entend poursuivre : « Les pays les plus directement intéressés devraient se rencontrer d'abord et s'efforcer d'aboutir à un

1 2 Idem. Gouvernement éminemment conservateur, voire réactionnaire, farouchement anticommuniste puisque issu de la contre-révolution de 1954 qui renversa le progressiste anti américain Jacobo Arbenz, le Guatemala, paradoxalement n'en est pas moins anti colonialiste. Cette position contradictoire ne peut se comprendre que si l'on tient compte du fait que le Guatemala revendique le Bélize (Honduras britannique) comme partie intégrante de son territoire national qu'il considère usurpé par la Couronne britannique.

1 3 Idem, f. 175.

65 4 Idem.

1 5 Idem, f. 175 bis.

1 6 Il est à remarquer à ce propos que jamais la diplomatie occidentale de ces années-là n'emploiera le terme latino-américain de « Playa Girón » ; sauf certains ambassadeurs, et ce, toujours avec une connotation ironique.

1 7 Compte rendu de l'entretien du général de Gaulle avec M. Dean Acheson, Palais de l'Élysée, jeudi 20 avril 1961, de 16h à 17h. SGEM vol. 13, f. 228.

1 8 Idem.

1 9 Idem.

accord avant d'y intéresser un groupe plus large de nations. »²⁰ ; pour mieux affirmer : « *A propos de l'Amérique latine, par exemple, des conversations entre la France, la Grande-Bretagne et les Etats-Unis seraient plus utiles qu'avec la Turquie ou l'Islande.* » Et il ajoute « *Bien entendu, ces consultations devraient être positives et tout à fait privées.* »²¹

Certes, face à l'agression soviétique, il existe une division de fait des zones d'aide et de défense que chaque nation du "Monde libre" s'octroie par rapport à sa zone historique d'influence, issue de son passé de puissance coloniale, mais cette répartition apparaît déjà comme mal adaptée à l'époque présente. En effet « *Dans une certaine mesure, le gouvernement français a des responsabilités particulières en Afrique du Nord qui concernent la cause du Monde libre tout entier. En conséquence les Etats-Unis et ses autres alliés doivent appuyer la France.* »²² A la suite de quoi Acheson avoue que « *L'Amérique a ses propres problèmes, tel celui de Castro, qu'elle ne semble pas avoir traité de façon très heureuse jusqu'ici.* »²³ Au lendemain de la fin des opérations dans la Baie des Cochons, c'est le moins que l'on puisse dire.

Ce même 20 avril 1961, de Gaulle confiera au ministre danois des Affaires étrangères Otto Krag qui s'inquiète de la situation à Cuba, qu'il « *ne croit pas qu'elle puisse être la cause d'une guerre générale* » même si, « *déjà pourtant toute l'Amérique latine devient un champ de bataille idéologique.* »²⁴ Quand le même Otto Krag s'enquiert auprès de Couve de Murville : « *Comment peut-on expliquer que les Etats-Unis se soient trompés dans une telle mesure à Cuba ?* »²⁵, son homologue français lui répond laconiquement ... « *Cela prouve simplement qu'il est dangereux de se fier trop exclusivement aux services secrets.* »²⁶

Acheson demande donc à de Gaulle de repenser la fonction de l'OTAN, d'élargir son champ d'action et de réflexion, et il lui signale qu'« *En tout cas, parmi les recommandations du groupe de Conseillers au Président Kennedy, il y a celle-ci : les deux grandes sources de puissance dans le monde restent indubitablement l'Amérique du Nord et l'Europe occidentale. Seule l'action coordonnée peut contenir la poussée sino-soviétique. Ni l'Europe, ni l'Amérique ne sont assez fortes pour le faire seules. Trop souvent dans le passé, l'Amérique a donné l'impression d'une sorte de choix entre ses alliés et les pays insuffisamment développés. Le Président Kennedy estime qu'une telle attitude est parfaitement erronée, car seule une alliance étroite peut sauvegarder le monde libre et par là même assurer l'avenir des pays insuffisamment développés. Lorsqu'un des Alliés a des responsabilités particulièrement lourdes*

2 0 Idem, f. 229.

2 1 Idem.

2 2 Idem.

2 3 Idem, f. 230.

2 4 Compte rendu de l'entretien du G. de Gaulle avec M. Krag. Jeudi 20 avril 1961, de 17h05 à 17h 55, à l'Elysée, SGEM, vol. 13, f. 241.

2 5 DDF, 1961, tome II, n° 91, p. 351. SGEM, vol. 15, f. 124. Entretien avec M. Krag lors de la visite officielle de M. Couve de Murville à Copenhague, séance du 1^{er} septembre 1961.

2 6 Idem.

dans tel ou tel domaine les autres ont le devoir de le soutenir. »⁶⁷ Cette longue citation permet en réalité d'entrevoir la demande de coordination et de solidarité qui va se mettre en place dans les mois à venir entre les Etats-Unis et l'Europe au sujet de l'Amérique latine, tant en ce qui concerne l'aide économique et le développement tel que les Etats-Unis vont l'inaugurer en cette même année avec « l'Alliance pour le Progrès » que dans le domaine militaire, deux ans plus tard lors de la crise des fusées.

Ainsi, le 5 mai 1961, lors de la Conférence des Six ministres des Affaires étrangères à Bonn, Couve de Murville signale que le point numéro un n'a pas été abordé et rappelle *“qu'au cours de la précédente réunion il avait été décidé que les ministres des Affaires étrangères des Six donneraient des instructions à leurs missions en Amérique latine pour étudier les rapports de la Communauté européenne avec cette région du monde.”*⁶⁸ Pourtant, face à ce rappel de la part du ministre français la réponse de ses collègues européens est pour le moins étonnante: Heinrich Von Brentano *“indique que le gouvernement fédéral [allemand] n'a pas encore reçu les rapports des missions et qu'il n'est donc pas en mesure d'aborder utilement une discussion à ce sujet.”*; son homologue italien, Russo, répond qu'en ce qui le concerne *“il est préférable d'attendre mais estime qu'il serait cependant utile que des instructions plus précises fussent données aux missions diplomatiques des Six en Amérique latine.”*

On le voit, malgré l'urgence de la situation telle que les Occidentaux l'ont à maintes reprises signalée, à l'exception de la diplomatie française, l'attitude des Européens se caractérise surtout par l'attentisme et le manque d'initiative. Cependant, même s'il semble être trop tôt pour prendre une quelconque initiative d'ordre économique, Russo se plaît à souligner l'urgence du sujet car, de retour d'une tournée en Amérique latine, *“Il dit avoir lui-même constaté qu'il régnait dans les pays latino-américains une atmosphère d'attente vis-à-vis de l'Europe.”* Il ajoute que *“ces pays avaient la sensation d'être quelque peu délaissés par le vieux continent au moment même où l'Europe pourrait avoir, sur leur avenir, une influence politiquement très utile.”*⁶⁹ Couve de Murville qui *“partage les vues de M. Russo”*, *“souligne l'importance des rapports entre l'Europe et l'Amérique du Sud”*, une fois encore, et il en vient à suggérer que *“les Six fassent un effort de coordination et, pour commencer, dans le domaine de la culture et de l'information.”*⁶⁹ Russo, qui *“souhaite qu'un rapport sur ce sujet puisse être prêt pour le mois de juin”*, suggère que les Etats-Unis soient informés des projets des Six, et Von Brentano met alors un point d'honneur *“à en entretenir M. Rusk qui accueillera certainement cette proposition avec faveur.”*

L'attitude des responsables européens qui font traîner les choses en longueur et ne sont finalement d'accord que sur un point: mettre les Etats-Unis au courant des propositions européennes, ramène à l'esprit cette pertinente question que pose de Wigny dès 1960, au retour

66 7 SGEM, vol. 13, f. 229.

2 8 Compte-rendu de la Conférence des Six ministres des Affaires étrangères à Bonn, le 5 mai 1961. SGEM, n°13, f. 275.

67 9 SGEM, vol. 13, f. 275-276.

68 0 Idem, f. 276.

de son voyage au Brésil: « *En ce qui concerne enfin l'Amérique du Sud, acceptons-nous de la considérer comme une chasse gardée des Etats-Unis ? Il existe pourtant dans cette région un vif désir de collaboration avec nous.* »⁶⁹ Il est alors intéressant de constater comment ce terme, à connotation jusqu'alors péjorative, de « chasse gardée » est employé par un ministre européen et qu'on le retrouvera, un an et demi plus tard, dans la bouche d'Adenauer lui-même.

Certes, du 15 au 18 février 1960, de Gaulle avait rencontré Manuel Prado, le président du Pérou, inaugurant ainsi une longue série de contacts avec des dirigeants latino-américains. Au-delà du fait que cette visite était prévue de longue date et faisait partie d'une tournée européenne, on doit remarquer l'importance que de Gaulle accorde aux relations avec l'Amérique latine, malgré l'urgence des problèmes hexagonaux : on vient tout juste de vivre la « semaine des barricades » à Alger. Cet entretien est d'un haut intérêt si l'on songe que s'y met déjà en place toute une série de thèmes qui vont jalonner les relations entre les deux continents durant plusieurs décennies.

Le plus important est, sans aucun doute, celui du Marché commun européen. Pour de nombreux dirigeants latino-américains cette organisation économique apparaît comme une fermeture du débouché traditionnel européen aux pays latino-américains producteurs de matières premières qui seraient désormais remplacées par celles en provenance d'Afrique, au nom de l'aide à la Communauté francophone africaine ou du Commonwealth. Toutefois, le Président du Pérou se plaît à souligner que « *loin de constituer un obstacle au resserrement de la coopération entre l'Europe et l'Amérique latine, [il] doit au contraire permettre d'intensifier les échanges entre eux, ainsi que ceux de la coopération technique et financière.* »³² Il souligne qu'« *Il estime en outre que cette déclaration revêt une importance politique considérable en plaçant la France en tête des nations qui s'intéressent à l'Amérique latine et en permettant de contrebalancer dans tout ce continent les manœuvres de propagande dirigées contre l'Europe, qu'il s'agisse des Etats-Unis ou de l'Union Soviétique.* »³³ Voilà la France investie d'un nouveau statut en Amérique latine. En lui répondant, de Gaulle livre sa propre vision de l'Amérique latine, vision qu'à la même époque de nombreux dirigeants européens partagent : « *L'Amérique du Sud est pourvue de toutes les richesses. Il faut seulement les utiliser et les exploiter. Dans la mesure où la France peut y aider, elle le fera, sans méconnaître toutefois la part essentielle qui revient aux efforts et aux capacités de ces pays eux-mêmes.* »³⁴ Il s'empresse de bien marquer la différence majeure qui subsiste : « *L'Europe a atteint dans de nombreux domaines la limite de ses possibilités, elle peut seulement améliorer, rendre plus attrayant son mode de vie. L'Amérique latine au contraire a devant elle une immense carrière. Les seuls handicaps sont l'immensité du territoire (bien qu'elle en triomphe chaque jour un peu plus), et la diversité de ses populations, qui complique dans une certaine mesure ses efforts de*

69 1 Lors des consultations des ministres des Affaires étrangères des Six pays membres des Communautés européennes, séance du 25 janvier à Rome, après-midi. SGEM, vol. 10, f. 182.

3 2 SGEM, vol. 10, f. 212 et 212 bis. Entretien du 17 février, au matin, 11h.

3 3 Idem, f. 212 bis

3 4 Idem.

coopération. Mais elle en triomphera à coup sûr, pour le bénéfice de l'ensemble du monde latin. »⁶ Suit une excellente définition de cette « latinité » qui fera florès quatre ans plus tard, lors de son voyage au Mexique et en Amérique du Sud. Le général de Gaulle résume sa pensée « *en soulignant que face aux peuples anglo-saxons, soviétiques et demain chinois, les peuples latins ont le devoir d'œuvrer ensemble. Les moyens pratiques en sont nombreux. Il n'importe que de les saisir.* »⁷

Dans le but d'informer les républiques latino-américaines par l'intermédiaire de ses ambassadeurs, le Quai d'Orsay enverra à ceux-ci un télégramme résumant ces entretiens. L'accent y est mis sur le renforcement de la coopération « *entre toutes les nations d'origine et de tradition latines de part et d'autre de l'Atlantique, nations qui sont unies par une culture commune et par les mêmes idéaux de liberté, de primauté du droit et de respect de la personne humaine.* »⁸ En soulignant qu'« *Une telle coopération est indispensable dans une conjoncture internationale où précisément ces idéaux sont en péril. Les nations d'origine latine sont d'autant mieux en mesure de l'assurer qu'elles disposent, dans leur ensemble, de très vastes ressources et de très grandes capacités.* »⁹ Et de remarquer que si « *Le devoir des pays qui sont le mieux pourvus est d'aider ceux qui le sont moins à élever leur niveau de vie,* »¹⁰ cela doit se faire « *dans le strict respect de l'égalité de tous les peuples et l'indépendance de chacun.* »¹¹

Il met en relief le fait que « *L'Europe, qui a achevé sa reconstruction, est en mesure de tenir pleinement sa place dans cette œuvre de solidarité et de progrès. Elle est à même de reprendre en Amérique latine un rôle qui n'est que le reflet de la communauté d'affinités et de sentiments unissant les deux continents* »² qui, par ailleurs, répondent « *ainsi à leur vocation d'être, dans l'ancien et le nouveau monde, les tenants d'une même civilisation.* »³

Finalement, une fois encore, il rassure sur le fait que « *l'intensification des échanges et notamment des échanges commerciaux* » ne sera pas entravée par le Marché commun puisque « *la volonté de la France* » est « *de faire en sorte que la création en Europe d'une association telle que le Marché commun ne porte aucune atteinte au développement des échanges entre les pays d'Amérique latine et l'Europe. Bien au contraire, l'existence d'un marché beaucoup plus large, par l'expansion même qui doit en résulter, sera de nature à créer de nouveaux débouchés et, par conséquent, à développer le commerce dans les deux sens.* »⁴

3 6 Idem.

70 7 Idem, f. 213

3 8 SGEM, vol. 10, f. 214 r. Télégramme du 18 février, signé « Boisdevis ».

3 9 f. 214 r.

4 0 Idem.

4 1 Idem, f. 214 v.

4 2 Idem.

4 3 Idem

4 4 Idem.

L'intérêt immédiat de De Gaulle pour l'Amérique latine est confirmé la même année, lors de sa rencontre, le 22 juin 1960, avec le Président argentin Arturo Frondizi. Tout comme le Président du Pérou mettait l'accent sur la crainte de voir la construction européenne fermer aux nations exportatrices ce vaste marché d'importation qu'est l'Europe, Frondizi reprendra ce thème en lui adjoignant d'autres propos à un pays possédant déjà une assise industrielle.

Ces conversations, particulièrement longues, en groupes restreints ou élargis, de Gaulle lui-même les veut franches ; aussi demande-t-il à Frondizi s'il serait d'accord pour que ces entretiens se poursuivent d'une façon extrêmement directe sans qu'une prudence trop exagérée n'entrave les propos.⁴⁵

Ainsi, après avoir dressé un tableau de la situation générale de son pays, Frondizi explique que l'Argentine se trouve dans l'état critique d'une nation qui *“ayant dépensé beaucoup plus qu'elle ne produisait, frôlait une situation où elle risquait de devoir cesser ses paiements extérieurs.”*⁴⁶ Mais il note aussi que la stabilité est de retour car, *“grâce aux sacrifices auxquels le peuple argentin tout entier a accepté de se soumettre”*⁴⁷, des mesures ont pu être prises.

Frondizi fait surtout remarquer que *“pour pouvoir aller de l'avant, l'Argentine comme le reste du continent latino-américain, devait pouvoir compter sur l'Europe, laquelle à son tour se devait de comprendre combien était important le rôle que l'Amérique latine pourrait jouer quant à l'avenir du monde occidental.”*⁴⁸ Non seulement parce que *“Le problème économique du sous-développement de l'Amérique latine, s'il n'est pas compris de l'Europe, peut mener à des conséquences politiques et sociales qui mettraient en danger la liberté de ses peuples.”*⁴⁹ Mais aussi parce qu'*“Il est capital que l'Europe comprenne que l'Amérique latine est la seule zone peu développée appartenant au monde occidental. L'Europe a donné la vie à l'Amérique latine et se doit de l'encourager et de l'appuyer pour qu'elle prospère.”*⁵⁰ L'économique et le social débouchent donc sur le politique.

Quand Frondizi réitère *“qu'une étude des problèmes actuels qui se posent au monde occidental, et qui se ferait sans la participation de l'Amérique latine pourrait avoir des conséquences très graves”*, de Gaulle, qui comprend l'insinuation, *“demande à Monsieur Frondizi si ses paroles visent surtout l'existence du Marché commun.”*⁵¹ En effet, le Président argentin estime *“qu'il est capital de maintenir les meilleurs rapports possibles entre l'Europe et l'Amérique latine; que ce soit l'Europe du Marché commun ou l'Europe des Sept.”*⁵² On aborde ainsi le thème de la construction européenne qui, comme nous l'avons vu, effraie tant les

4 5 SGEM, vol. 12, f. 11.

4 6 SGEM, vol. 12, f. 12.

4 7 Idem.

71 7 Idem, f. 12.

72 Idem, f. 13.

73 Idem.

74 Idem, f. 15.

75 Idem, f. 12.

dirigeants latino-américains. Pour Frondizi, “*Il faut éviter à tout prix que les pays occidentaux ne mènent une politique qui déboucherait sur une situation qui leur permettrait de se suffire à eux-mêmes*”⁷⁶, cette crainte de l’autarcie communautaire est due à la peur de voir le marché des exportations se fermer. Car il est essentiel que “*l’Argentine puisse acheter en Europe, tant les biens d’équipement que le matériel*”⁷⁷ nécessaires à son développement industriel, ce qui requiert autant l’obtention de crédits que la possibilité de trouver des débouchés pour ses exportations.

Pour ce faire, il faudrait donc que l’Europe songe “*à augmenter son volume de commerce extérieur avec l’Amérique latine, tout en favorisant les investissements dans ce jeune continent.*” Ainsi Frondizi insiste pour que “*de plus larges débouchés soient trouvés en Europe, car ce n’est qu’en exportant ses matières premières que l’Argentine pourra acheter les biens d’équipement nécessaires à sa croissance industrielle.*” De plus, cette importante source de revenus lui permettra à son tour, le moment venu, de rembourser la dette extérieure de ses crédits qui ne peuvent provenir que de l’étranger attendu que “*les niveaux de son épargne nationale ne lui permettent pas de mener, sans aide extérieure, une politique d’investissement.*”⁷⁸

Reste alors à savoir quel a été le rôle des Etats-Unis jusqu’à présent. Certes, ceux-ci ont contribué à un effort de développement par l’octroi de crédits, tant par le biais d’agences gouvernementales, d’organismes privés que de sources internationales, mais “*les exportations argentines à destination des Etats-Unis sont à un niveau très bas.*”⁷⁹

Ainsi, la République argentine ne cache pas son désir de voir augmenter la masse de ses exportations de produits agricoles vers l’Europe. De Gaulle remarque alors que “*certains pays européens, notamment l’Angleterre et l’Allemagne, sont des acheteurs importants de produits agricoles argentins.*”⁸⁰ Mais Frondizi réitère que seule une augmentation de ses exportations pourra permettre l’achat de biens d’équipement qui, en favorisant la croissance industrielle, dégageront les sommes suffisantes à rembourser la dette extérieure. Or justement, selon de Gaulle, le principal problème que posent les exportations argentines c’est qu’elles sont majoritairement agricoles, donc non complémentaires vis-à-vis des productions européennes. Pour Frondizi, au contraire, l’obstacle à un développement harmonieux ce sont les protections dont bénéficient les produits agricoles européens qui abordent le marché européen “*à des prix supérieurs à ceux des produits agricoles que l’Argentine pourrait exporter s’il n’y avait pas de barrières douanières.*”⁸¹ Or l’Argentine, du fait “*d’une politique protectionniste*

76 Idem.

77 Idem, f. 13.

78 Idem, f. 17.

79 Idem, f. 14.

80 Idem.

81 Idem, f. 15.

(*contingentements, etc...*)⁸², voit sa possibilité d'augmenter ses exportations réduite à néant malgré des prix de revient très inférieurs.

Finalement, en répondant à une question du général de Gaulle, Frondizi montre la spécificité argentine en lui expliquant que, fait rare en Amérique latine, les produits agricoles argentins croissent proportionnellement à la poussée démographique, raison de plus pour "*que l'Argentine puisse canaliser son énergie dans d'autres voies et, grâce aux biens d'équipement qu'elle pourrait acheter, puisse développer d'autres ressources.*"⁸³

Il en ressort donc que la supériorité de l'Argentine sur ses voisines continentales provient du fait qu'une part de sa production économique est déjà industrielle, bien que cette production soit encore très largement inférieure au volume de ses exportations agricoles qui ne sont pas complémentaires à celles des pays du Marché commun.

Ces mêmes problèmes, le désir d'obtenir des biens d'équipement, le besoin d'élargir ses exportations et la nécessité d'améliorer l'ordinaire des populations, sous peine de voir surgir nombre de révolutions, réapparaîtront lors des conversations entre de Gaulle et Oliveira Campos, « Ambassadeur extraordinaire » du Brésil mandaté par le Président Janio Quadros en personne. D'emblée Oliveira Campos signale « *qu'il a souhaité voir le Général de Gaulle pour lui demander le concours politique de la France au moment où le Brésil fait face à des tâches multiples et qui exigent une aide extérieure importante.* »⁸⁴ Ainsi « *le vœu du Président est que l'aide dont il s'agit ne soit pas seulement fournie par l'Amérique du Nord, qui n'exerce déjà que trop d'influence au Brésil. Un contre-poids est donc nécessaire surtout sur le plan politique. Il ne peut être trouvé pour le Brésil qu'en Europe.* »⁸⁵

Dès lors le cas du Brésil n'est pas sans rappeler l'exposé de Frondizi. Le géant du Sud désire « *la conclusion d'arrangements bancaires destinés à faciliter les échanges de trésorerie* » et la conversion des crédits à court et moyen terme, déjà accordés, en crédits à long terme ; de sorte que ces premiers, de 100 millions de dollars, soient élevés de façon à atteindre un montant de 250 millions de dollars, dans le but d'acheter des biens d'équipement. Ces vœux seront aussi exposés en Italie et en Allemagne. Une fois de plus se pose le problème des matières premières. En effet, le café s'exporte pour 50% aux Etats-Unis et 35 % en Europe, une fois encore « *il reste un surplus dont l'écoulement pose des problèmes difficiles* »⁸⁶. A cet égard, le Brésil demande à l'Europe de faire un effort supplémentaire d'autant plus qu'il dit avoir « *noué des relations avec l'Est (Pologne et Tchécoslovaquie notamment qui seront peut-être suivies par l'U.R.S.S.).* » Les échanges économiques se doublent désormais d'un quasi chantage à la peur de l'expansion communiste. Ce que de Gaulle a vite fait de comprendre puisqu'il assure à son interlocuteur « *qu'il suivra attentivement cette question.* » et qu'il conclut, « *la*

82 Idem.

83 Idem, f. 15 et f. 16.

84 Entretien entre le G. de Gaulle et M. R. de Oliveira Campos, le 31 mars 1961, à l'Elysée, SGEM vol. 13, f.177.

85 Idem.

86 Idem, f. 178.

France est résolue à se montrer aussi favorable que possible au Brésil » tant pour des raisons « d'amitié traditionnelle » que pour des « raisons politiques, l'Amérique latine étant à ses yeux un élément essentiel de l'équilibre mondial.»⁸⁷

Cette question de l'équilibre mondial, Oliveira Campos la précisera au Premier ministre Debré qui le reçoit dans l'après-midi du 5 avril en lui déclarant que « *la démocratie courrait actuellement assez de danger en Amérique latine pour que soient appuyées les entreprises capables à la fois de la consolider et d'élever le niveau de vie des populations.* »⁸⁸ La même doléance au sujet du Marché commun apparaît quand Campos, était frappé par la renaissance de l'Europe, se demande « *si celle-ci ne s'intéressait pas trop à son propre marché intérieur en prêtant une attention assez distante aux autres continents et en particulier à l'Amérique latine.* »⁸⁹

Voilà résumées les aspirations latino-américaines : la nécessité de crédits plus larges tant en durée qu'en montant, et la crainte de voir l'Europe se fermer aux exportations latino-américaines alors que cette nécessité devient chaque jour plus pressante.

III. Le temps de l'urgence

*«Son but est de donner l'impression aux nations de l'Amérique latine qu'elles peuvent régler leurs problèmes et élever leur niveau de vie sans recourir au fédéralisme. »
Kennedy à de Gaulle. 1961*

Le déroulement et surtout le dénouement totalement inattendu des opérations dans la Baie des Cochons va amener les dirigeants européens à reprendre le thème de l'Amérique latine en le situant dans une optique plus large, et surtout en comparant la situation du continent avec d'autres régions du monde. Ainsi, le 6 mai 1961, à Bonn, lors de la Conférence des ministres des Affaires étrangères de l'Union de l'Europe occidentale, Von Brentano, après un long exposé sur la situation au Congo, déclare « *que tout en considérant qu'il ne convient pas de discuter ici de l'affaire de Cuba, sur laquelle M. Rusk fournira très prochainement des informations, on ne peut pas cependant ne pas noter une certaine analogie entre les événements du Laos et ceux de Cuba. Dans ce dernier pays aussi, l'U.R.S.S. a livré et continue à livrer des armes et à fournir des techniciens militaires. Dans les deux cas, le monde libre a considéré passivement l'évolution des événements, et a été mis en présence des faits accomplis. L'Occident a perdu des positions dans le Sud-Est asiatique. Il risque d'en perdre aussi en Amérique latine où les milieux intellectuels non communistes mais pénétrés par les idées progressistes regardent Cuba comme un exemple.»⁹⁰* Puis, à la suite, il informe Edward Heath, le chargé de mission britannique auprès de Bruxelles, des échanges de vues qui ont eu lieu la

87 Idem.

88 SGEM, vol. 13, f. 179.

89 Idem.

90 Idem, f. 284 v. - 285 r.

veille entre les Six au sujet de l'Amérique du Sud. Le représentant britannique répond qu'il partage l'idée que « *l'Occident se trouve en présence du fait accompli* », mais il ajoute que, pour cette raison, il lui semble convenable « *que les membres du Conseil, pour ne pas se trouver demain confrontés à d'autres situations du même ordre, essayent de prévoir ce qui peut survenir dans d'autres régions du monde afin, cette fois, de pouvoir prendre les devants* ». On semble être désormais entré dans la phase d'une offensive préventive dont l'Amérique latine sera un des maillons les plus importants.

Une Amérique latine sur laquelle Heath s'attarde longuement puisqu'à peine mentionne-t-il le Viêtnam-du-Sud, le Congo et les territoires portugais d'Afrique qu'il revient à l'Amérique latine, attendu que « *Dans cette dernière région, le Vénézuéla, l'Equateur, la Bolivie, apparaissent d'ores et déjà comme des pays où le danger d'une crise est considérable.* » Il en conclut qu'« *Il faut donc étudier sans attendre les contre-mesures que l'on peut envisager pour parer à la menace.* » Se félicitant de la décision des Six « *de faire procéder à une enquête au sujet de l'Amérique Latine. [...] La Grande-Bretagne faisant, de son côté, une enquête analogue, il sera intéressant d'en comparer les conclusions.* »⁹¹ Il est important de noter que la Grande-Bretagne, qui se démarque de la CEE, n'en est pas moins totalement solidaire du Monde libre et, si l'on se souvient des difficultés, du peu d'empressement dont faisaient preuve ces mêmes dirigeants occidentaux un jour auparavant⁹², on ne peut que remarquer l'intérêt et la volonté britannique.

Les événements de la Baie des Cochons ont accéléré l'intérêt, et l'attention que l'on porte désormais au problème latino-américain en est révélatrice. L'Amérique latine est considérée comme un des *points chauds du globe*, et par là même elle s'intègre totalement au concert des nations occidentales.

Heath insistant, une fois encore, sur la nécessité de coordonner les efforts de l'Occident, souligne l'immensité de la tâche et rappelle l'effort que l'Angleterre réalise en Bolivie. Curieusement, il souligne la tentative du Président brésilien Quadros qui « *essaye de mettre en œuvre une politique d'austérité que la nouvelle administration de Washington semble vouloir soutenir sérieusement [...]* »⁹³. Au contraire, l'Allemand von Brentano se cantonne dans sa position initiale ; il refuse de discuter au sein du Conseil de l'aide à apporter à l'Amérique latine « *qui est avant tout de la compétence du DAG et de l'OECD.* »⁹⁴ Et il maintient sa proposition selon laquelle « *le Conseil pourrait étudier la façon dont les Sept devraient accroître et coordonner leur action en Amérique du Sud sur le plan culturel.* » Ce même attentisme étant toujours lié au besoin de ne pas froisser les Nord-américains : « *Les Etats-Unis ne seraient*

91 Idem, f. 285 recto.

92 Cf. Supra, p. 16.

93 Idem, f. 285 v.

94 Idem, f. 285 v. OECD : Organisation for Economic Cooperation and Development, soit Organisation pour la Coopération et le Développement économique. DAG : Development Assistance Group, soit Groupe d'Assistance au Développement. Créé sur proposition de Douglas Dillon en vue de réorganiser l'OCDE, il réunit provisoirement un groupe restreint de 8 pays disposés à aider les pays sous-développés. Le CAD prendra sa suite après la transformation de l'OECE en OCDE.

nullement hostiles à un tel accroissement de l'effort culturel de l'Europe occidentale dans cette zone, bien au contraire. On est en effet conscient à Washington de l'animosité qui existe malheureusement en Amérique du Sud à l'égard des Etats-Unis, en dépit de l'aide que ces derniers ont apportée. »

Pour sa part, son homologue italien, Russo, rapportera les entretiens qu'il avait eus avec divers dirigeants latino-américains lors du voyage officiel du Président italien Giovanni Gronchi et soulignera l'urgence de la situation en déclarant que « *les préoccupations que lui avaient alors causées la situation de ce continent sont devenues, depuis, plus aiguës encore. L'Amérique latine est la zone où l'Occident devrait concentrer ses efforts. C'est là plus qu'en Asie ou en Afrique, que la situation est la plus menaçante.* » Il pousse vers une analyse plus fine de la situation en signalant « *qu'à l'égard des Etats-Unis, les critiques et même l'animosité sont très vives, surtout dans les milieux syndicaux. Les dirigeants –en particulier M. Frondizi et M. Quadros- sont conscients de la nécessité de maintenir la coopération avec les Etats-Unis mais doivent tenir compte des réactions hostiles d'une partie importante de leurs opinions publiques. Le « phénomène Castro » risque de donner naissance à des réactions en chaîne d'anti-américanisme.* »⁹⁵ Il remarque qu'« *A l'égard de l'Europe la sympathie est profonde et sincère. Les Latino-américains considèrent qu'ils font partie de l'Europe, dont ils sont issus, et à laquelle ils demeurent attachés. Mais, justement pour cette raison ils éprouvent une sorte de complexe d'abandon, car ils se jugent négligés. Ils ont le sentiment que l'Europe préfère donner son aide économique et culturelle à l'Asie, et surtout à l'Afrique. Ils sont particulièrement jaloux de la part, trop grande à leurs yeux, faite à cette dernière.* »⁹⁶ Finalement, il met en garde, car « *Tout ceci peut leur donner la tentation de se ranger dans le camp des pays non-engagés, de se rapprocher à l'ONU des Afro-Asiatiques.* » Et il conclut : « *Si cela se produisait le danger serait très grave pour l'Europe.* »⁹⁷

Russo va même jusqu'à proposer divers principes qui, selon lui, devraient inspirer une aide qu'il croit être du ressort du Conseil de l'Europe, contrairement à son collègue allemand. Priorité doit donc être donnée à l'agriculture, « *qui constitue l'élément essentiel des économies latino-américaines* »⁹⁸, dans le but de parvenir à diversifier les cultures. La monoculture risque « *d'engendrer des crises dont les conséquences sociales et politiques peuvent être d'une extrême gravité.* »⁹⁹ Il souligne que l'aide européenne devrait être dispensée par une Europe unie, c'est-à-dire libérée des divergences entre le Marché commun et l'EFTA¹⁰⁰. D'autre part, la coordination économique entre l'Europe et les Etats-Unis lui paraît indispensable; l'information entre le Vieux et le Nouveau Continent doit s'accroître, notamment à l'ONU et par le

95 Idem, f. 285 verso et f. 286 recto.

96 Idem, f. 286 recto.

97 Idem.

98 Idem.

99 Idem.

100 EFTA (European Free Trade Association) plus connu sous la dénomination d'AEL-E, soit Association européenne de Libre-Echange.

développement des instituts existants. Mais, concernant les Etats-Unis, il souligne qu'« *il ne s'agit nullement, en effet, de remplacer ces derniers, mais de compléter leur action.* »¹⁰¹

Tel est le point de vue et l'état d'esprit des dirigeants européens au sujet de l'Amérique latine à la veille de ce 17 août 1961 où Kennedy "*proposa au sous-continent un effort conjoint destiné à promouvoir le développement économique, à engager des réformes structurelles et à instaurer ou consolider la démocratie.*"¹⁰² Il est bien connu que cette "Alliance pour le Progrès" n'était en fait qu'une reprise des propositions élaborées dès 1955 par Kubitschek et que la demande de 20 milliards de dollars de crédit d'un Fidel Castro qui n'avait pas encore versé dans le camp soviétique, avait profondément activée.¹⁰³

La nécessité pressante de transformer des structures économiques et sociales périmées qui empêchent toute croissance économique rationnelle sera parfaitement exposée par Couve de Murville quand, à la question d'Otto Jens Krag, qui lui demande si l'Amérique latine lui paraît être « *sur la voie d'une évolution dangereuse ?* », il répondra : « *Le problème en Amérique latine est partout le même. Il est économique d'abord, mais aussi social et politique. La plupart de ces pays doivent rajuster complètement leur manière d'être. Beaucoup ont en plus un problème racial. Il n'y a que le Mexique qui ait fait déjà sa révolution. Les autres pays ne l'ont pas faite et la situation est sérieuse. Au sud du continent, le problème n'est pas racial mais social. Je connais au Brésil un propriétaire foncier dont le domaine couvre une superficie égale à celle de l'Etat de Géorgie au Etats-Unis. Tous ces pays doivent, d'une façon ou d'une autre, faire leur révolution. L'exemple de Cuba n'est évidemment pas très heureux.* »¹⁰⁴

Le 20 mai, Adenauer et de Gaulle s'entretiendront en tête-à-tête. Le Chancelier livrera au Général ses impressions sur le Président Kennedy : « *un homme intelligent, énergique, comprenant vite et sachant écouter* », même s'il « *manque encore d'expérience* ». ¹⁰⁵ Adenauer signalera qu'il a remarqué l'influence qu'exerce sur le Président des Etats-Unis son propre entourage, tout particulièrement Acheson et, celui que Kennedy, à en croire le Chancelier, a déjà placé comme son successeur, Lyndon Johnson : « *le vice-président des Etats-Unis, occuperait une place prépondérante, notamment dans le domaine de la politique étrangère.* » Outre ce groupe, il y aurait les « intellectuels » que l'on nomme aussi les « professeurs », dont Kennedy, à l'image de F. Roosevelt, se serait entouré, et dont Kissinger serait le porte-parole. On se souvient, en effet, de l'influence de l'entourage de Kennedy dans une série de décisions aussi contradictoires que néfastes, tant pendant la préparation que pendant le déroulement du débarquement de la Baie des Cochons.

101 SGEM vol. 13, f. 286 verso.

102 DABENE, Olivier, *L'Amérique latine au XX^{ème} siècle*, Paris, Armand Colin, 1997, p. 110.

103 La lente gestation de ce plan est clairement livrée par SEMIDEI, Manuela, *Kennedy et la révolution cubaine, un apprentissage politique ?*, Paris, Julliard, 1972, p. 44 à 47.

104 SGEM, vol. 15, f. 124. Entretien avec M. Krag lors de la visite officielle de M. Couve de Murville à Copenhague, 1^{er} septembre 1961.

105 Entretien entre le G. de Gaulle et le Chanc. Adenauer, Rhondorf, le 20 mai 1961 de 11h à 13h. Idem, f. 297.

Il est alors intéressant de regarder de près le contenu des conversations entre de Gaulle et Kennedy lors de leur rencontre le 1^{er} juin 1961 à Paris. Pendant une heure et demie, ils s'entretenaient exclusivement de l'Amérique latine et dévoileront leur vision la plus secrète à propos de l'avenir du continent. Ces entretiens intervenaient juste après l'annonce par le Département d'Etat, dans la nuit du 30 au 31 mai, d'événements graves à Saint-Domingue. L'évolution de la situation était suivie avec anxiété, les Occidentaux supposaient que la mort du "dictateur-généralissime" Rafael Trujillo serait suivie d'un déchaînement de violences populaires qui mèneraient inévitablement à l'installation d'un gouvernement philocastiste. On se souvient qu'au contraire, Rafael Trujillo junior succéda sans difficultés à son père.

Kennedy aborde donc les événements de la République Dominicaine en remarquant que *"l'assassinat de Trujillo n'a pas encore été suivi d'une révolution."*, mais que *"néanmoins un groupe de tendance communiste, actuellement hors du pays, pourrait y retourner et provoquer un conflit avec le gouvernement."* La possibilité que les militaires dominicains s'opposent à ce dernier gêne aussi Kennedy qui signale que *"Les Etats-Unis sont en pourparlers avec le Venezuela pour mettre au point une action commune, au cas où le gouvernement dominicain demanderait une intervention."*¹⁰⁶ Il ajoutait que *"Les Etats-Unis espèrent aussi obtenir l'appui de la Colombie, afin de ne pas donner l'impression qu'ils agiraient seuls."*¹⁰⁷ Il signale que, d'ores et déjà, *"Une escadre croise au large des côtes dominicaines, prête à intervenir si les communistes tentaient un coup de force."*¹⁰⁸ On le voit, les Etats-Unis mettent en place une nouvelle politique à l'égard de l'Amérique latine. Ils parent à toute éventualité, la politique du "big stick" est loin d'être oubliée, mais désormais, ils sont à la recherche d'alliés latino-américains pour rendre plus crédible l'unité née au lendemain de la Conférence des ministres des Affaires étrangères de l'OEA à San José le 28 août 1960. En fait, l'intervention à Saint-Domingue aura lieu cinq ans plus tard, le 28 avril 1965, dans des conditions différentes et avec l'appui de six nations latino-américaines, (renouant ainsi avec une politique d'intervention que les Etats-Unis ne pratiquaient plus de façon ouverte depuis 1926, date de l'occupation du Nicaragua, si on excepte l'affaire guatémaltèque de 1954), et sera sévèrement condamnée par la France.

De là, on en vient à parler directement de Cuba et de Castro. Kennedy critique le passé pour mieux annoncer l'avenir: *"les Etats-Unis ont commis une erreur à l'égard de Cuba en n'exerçant pas une plus forte influence sur Batista avant l'arrivée au pouvoir de Castro. Dans l'avenir, les Etats-Unis n'entendent pas agir seuls. Ils voudraient s'assurer le soutien de gouvernements d'Amérique latine qui jouissent d'une réputation favorable dans l'hémisphère occidental, et non pas seulement de pays comme le Nicaragua ou le Guatemala."*

Reprenant l'idée de soutien et de réputation en Occident, de Gaulle, en réponse, assurera comprendre *"l'intérêt capital que portent les Etats-Unis à cette région du monde où les*

106 Compte-rendu des entretiens du général de Gaulle avec le Président des Etats-Unis, Elysée, 1^{er} juin 1961 de 10h à 11h 35 », *DDF*, 1961, Tome I, n° 263, III, p. 681 et ss.

107 Idem.

108 Idem.

communistes, et même l'Union soviétique, cherchent des prétextes pour intervenir.” Il assurera finalement Kennedy de son soutien, déclarant que *“La France n'est donc nullement opposée à ce que les Etats-Unis agissent dans les Caraïbes.”*

Kennedy livrera alors ses états d'âme au sujet de l'Amérique latine, se plaignant de la position délicate des Etats-Unis en la matière: critiqués à cause de leur influence ou pour *“leur indifférence supposée à l'égard des populations.”*¹⁰⁹ Il éclaire l'affaire de la Baie des Cochons, signalant son accord *“sur l'action entreprise à Cuba [...] il imaginait qu'elle pourrait permettre aux Cubains de régler leurs problèmes sans une intervention directe des Etats-Unis. Or l'expérience a montré qu'il aurait fallu ou bien exercer une telle action directe, ou bien s'abstenir totalement.”*¹¹⁰ Prenant en compte le fait que l'opinion publique américaine désire une intervention, il est cependant conscient que ce *“serait une erreur qui ouvrirait la voie à une action des Soviets en Iran ou à Berlin.”* Il finit en affirmant qu'*“il ne faut pas faire de La Havane un nouveau Budapest.”*¹¹¹ Prenant en compte les *“prises de position générales des Etats-Unis dans le monde”*, il conclut ce chapitre en signalant que ceux-ci sont *“psychologiquement mal placés dans l'affaire de Cuba”* et annonce que *“leur politique consiste donc actuellement à renforcer leur position morale, tout en préparant une action éventuelle en resserrant leurs liens avec l'Amérique latine. Pour l'instant l'affaire de Cuba doit être laissée de côté.”* On voit donc que l'Amérique latine est intégrée à l'échiquier stratégique international et que les Etats-Unis ont conscience du lourd passé qui hypothèque toute tentative d'action, même novatrice envers leurs voisins du Sud.

Puis on en vient à évoquer l'embargo qui frappe l'île. A la question de De Gaulle qui désire savoir si les Etats-Unis ont la capacité de *“bloquer économiquement Cuba”*, Kennedy avoue qu'il *“ne le pense pas”* et signale que si l'achat de sucre est désormais interrompu, les Etats-Unis n'en continuent pas moins à échanger *“près de soixante millions de dollars de produits alimentaires et pharmaceutiques.”* Certes, il lui serait possible d'invoquer *“la loi de commerce avec l'ennemi, ce qui précipiterait la rupture”* mais cela *“n'affecterait pas gravement Castro”* qui *“est de plus en plus isolé dans l'hémisphère occidental.”* Pour Kennedy les raisons de cette disgrâce sont, pêle-mêle: *“Son refus de faire des élections, son projet d'échange des prisonniers contre des tracteurs, sa liaison de plus en plus marquée avec le communisme ».* Il compare la position des gouvernements latino-américains face à Castro à celle des Arabes face à Nasser, considérant que *“leur position nationale est si faible qu'ils ne se risquent pas à une action délibérée et concertée.”*¹¹² Remarquons qu'à l'époque, la diplomatie occidentale établit volontiers cette comparaison entre les deux leaders tiers-mondistes.

109 Idem.

110 Idem.

111 Idem, p. 682.

112 Idem.

Déclarant combien il a apprécié le récent discours du général de Gaulle¹¹³, Kennedy ouvre alors un autre sujet majeur en rappelant l'importance des *“relations traditionnelles entre l'Europe et, en particulier la France”*, d'une part, *“et l'Amérique latine”*, de l'autre, qui *“sont très utiles aux Etats-Unis.”* Car, conscients de *“l'excellente réputation de la France dans ces pays, les Etats-Unis seraient heureux que les diplomates français pussent y accroître leur influence et contribuer ainsi à resserrer les liens entre les pays de l'hémisphère occidental et entre ceux-ci et l'Europe.”*¹¹⁴ Mais de Gaulle qui désire *“exprimer franchement sa pensée au sujet de l'Amérique latine”*, lui rétorque que *“celle-ci fait évidemment partie de l'Amérique et, par conséquent, les Etats-Unis, la nation la plus riche et la plus forte de ce continent, doivent y jouer le rôle capital.”*¹¹⁵ A propos de cette répartition des tâches, de Gaulle dénonce le manque de coordination parmi les Européens qui ne réalisent pas leur unité: *“il y a l'Europe, ou, plus exactement, il pourrait y avoir l'Europe.”*¹¹⁶ Or justement, l'un des principaux objets de cette unité européenne *“serait d'offrir à l'Amérique latine une aide conjointe, dans les domaines économique et culturel.”*¹¹⁷ Le but étant de donner l'impression à celle-ci *“qu'elle n'est plus seule en face des Etats-Unis.”* De leur côté les Etats-Unis *« y trouveraient un soulagement sans être empêchés pour autant d'apporter une contribution essentielle. »*¹¹⁸ Reprenant une opinion que nous avons vue émise par d'autres auparavant, de Gaulle affirme qu'au cas où une telle coopération se mettrait en place les Etats-Unis en seraient informés. Puis il annonce que, dès qu'un accord avec ses partenaires européens aura été réalisé au sujet de l'Amérique latine, *« des conversations devront s'engager avec les Etats-Unis afin de prévoir les mesures nécessaires de part et d'autre pour développer l'économie de l'Amérique latine. »*¹¹⁹

A la suite de quoi de Gaulle, rappelant les visites des trois Présidents de républiques sud-américaines auxquels nous avons fait allusion plus haut, résume les principaux thèmes évoqués: *« [ils] sont venus dire à la France: “Ne nous laissez pas seuls en face des Etats-Unis. Aidez-nous à écouler nos matières premières, à obtenir des crédits et à développer notre économie. »*¹²⁰ Finalement, il conclut en affirmant que, d'une certaine façon, les Etats-Unis pourraient être des moteurs de la construction européenne: *« Il y aurait donc tout un ensemble à organiser, et l'Amérique pourrait elle-même pousser l'Europe à le faire. »*

113 Prononcé le 21 février 1961, de Gaulle s'était adressé aux 20 chefs des missions diplomatiques latino-américaines de Paris réunis à la Maison de l'Amérique latine, souhaitant voir s'établir *« de part et d'autre de l'Atlantique, un monde latin uni et renouvelé »*. De Gaulle, *Discours et messages*, III, Plon, Paris, 1970.

114 DDF, 1961, I, p. 682.

115 Idem.

116 Idem, pp. 682 et 683.

117 Idem, p. 683.

118 Idem.

119 Idem

120 Idem. Le lecteur appréciera l'exactitude du propos, notamment en ce qui concerne les rapports avec les Etats-Unis, tels qu'ils furent présentés par ces chefs d'Etats sud-américains. Cf supra.

Convaincu, lui aussi, de la complémentarité d'un effort européen, Kennedy en donne la raison majeure, en signalant qu'il « *serait précieux pour maintenir l'indépendance des Etats de l'Amérique latine et les préserver du communisme.* »¹²¹

Abordant le thème de ce qu'il sera convenu d'appeler l'« Alliance pour le Progrès », il révèle l'importance réelle qu'il accorde à celle-ci, sa motivation profonde et secrète. Signalant que la Conférence de Montevideo, convoquée pour le mois de juillet, est placée sous l'égide de l'O.E.A., brochant un rapide tableau alarmiste de la situation sociale et économique latino-américaine, il estime que la population passera « *de 145 millions en 1945 à 600 millions en l'an 2000* » et qu'« *elle dépend entièrement de l'exportation des matières premières dont les prix mondiaux varient largement.* »¹²² Il déclare finalement l'objectif ultime et caché de l'opération : « *Son but est de donner l'impression aux nations de l'Amérique latine qu'elles peuvent régler leurs problèmes et élever leur niveau de vie sans recourir au fédéralisme.* »¹²³ On appréciera la formule « *donner l'impression* » qui semble à elle seule résumer le peu d'empressement dont les Etats-Unis feront preuve à mettre en place une politique réellement efficace de développement économique du sous-continent.

Informé par l'Ambassadeur de France à Bonn de la teneur de ces conversations, Adenauer notera quant à lui que « *l'attitude adoptée en la circonstance par M. Kennedy marquait une évolution intéressante de la part d'un pays qui avait toujours considéré cette région du monde comme sa chasse gardée.* »¹²⁴ Expression qui nous rappelle celle qu'avait employée le Belge Wigny un an et demi plus tôt. Pourtant, lors de l'entretien élargi du lendemain, le 2 juin, le Président de Gaulle déclarera à ses ministres et à leurs homologues nord-américains, que l'assassinat de Trujillo a fourni l'occasion d'aborder dans la conversation le sujet de l'Amérique latine, et que « *La France considère qu'il est normal que les Etats-Unis aient dans cette région une situation primordiale.* »¹²⁵ Il ajoute même que « *Tout ce qu'ils peuvent faire en Amérique latine est donc, en principe, justifié.* »¹²⁶ Cependant, « *la seule action américaine ne suffit pas.* » De Gaulle analyse alors les problèmes qui secouent le sous-continent : « *l'agitation* », « *la misère* », la poussée démographique (« *l'accroissement énorme des populations* »), les « *troubles créés par les Soviétiques* » et « *l'exemple donné par Cuba.* »¹²⁷ Il en conclut que, devant une situation aussi complexe qu'explosive, « *Les Etats-Unis ne peuvent pas faire face à tout, être seuls en face de l'Amérique latine.* »¹²⁸ Se référant à

121 Idem.

122 Idem.

123 Idem.

124 Entretien Seydoux-Adenauer, 4 juin 1961, Bonn, Réservé-confidentiel. Télégramme n° 2480/83 in SGEM, 14, f. 26 recto.

125 Entretien du général de Gaulle et de M. Kennedy, Elysée, 2 juin 1961, 11h 35, en présence de MM. Debré, Couve de Murville, Alphand, de Courcel, Lucet, Dean Rusk, Charles Bohlen, Gavin, Bundy, Foy D. Kohler et Robert McBride. in SGEM n°14.

126 Idem.

127 Idem.

128 Idem.

la « conférence panaméricaine » de Montevideo, si Kennedy souhaite « que l'Europe des Six et la Grande-Bretagne y envoient des observateurs afin de voir ce que l'Europe pourrait faire de son côté »¹²⁹, de Gaulle s'empresse d'approuver cette suggestion.

Cet échange de points de vue et l'amorce d'une répartition des tâches en Amérique latine conduiront donc à « reconnaître que, bien que les Etats-Unis y aient des intérêts primordiaux, l'Europe pouvait apporter de son côté un appui substantiel sur le plan culturel, économique et même politique aux pays de l'Amérique latine. »¹³⁰ On remarquera que, pour la première fois, une allusion est faite au domaine « politique », et on ajoutera : « Il serait fâcheux de les laisser en tête-à-tête avec les seuls Etats-Unis. »

De Gaulle, lors d'une conversation avec le Président allemand Heinrich Lübke, reprendra le thème de la Conférence de Montevideo pour lui signaler qu'il « voudrait également qu'au mois de juillet l'on parle de l'Amérique latine, problème qui inquiète Kennedy, car l'Amérique ne peut plus, seule, faire face à ses obligations dans cette partie du monde et voudrait que l'Europe y prenne part. »¹³¹

L'intérêt pour l'Amérique latine semble donc s'amplifier et les moyens à mettre en œuvre se concrétiser. Pourtant, le 10 juillet, à Rome, il est décidé au sujet du point numéro quatre, « L'Europe et l'Amérique latine », qu'« aucun document ne sera présenté, un exposé italien ouvrira la discussion. »¹³² Une semaine plus tard, de Gaulle parle, une fois encore, « d'éviter des concurrences, des doubles emplois et aussi des ambiguïtés politiquement nuisibles. »¹³³ Joseph Luns, le ministre des Affaires étrangères des Pays-Bas, « d'établir une attitude commune », « de coordonner nos initiatives. »¹³⁴ On semble donc être à nouveau revenu au 5 mai 1961. Mais bien que l'on renvoie la discussion à plus tard, de Gaulle souligne, à nouveau, que « Pour l'Amérique latine, la question est immense. Nous connaissons la difficulté des Etats-Unis. Leur coopération ne suffit plus matériellement et politiquement. Il souhaitent eux-mêmes que l'Europe entre en ligne et propose quelque chose de coordonné pour l'appui qu'elle pourrait prêter à cette région. »¹³⁵

Dans son analyse, Amintore Fanfani, Premier ministre italien, met l'accent sur ce qui suscite le plus l'inquiétude : « Le problème de l'Amérique Latine est non seulement compliqué, mais il est urgent. Les nouvelles que nous avons de ce continent sont mauvaises. Le parti

129 Idem.

130 Télégramme au départ de Paris, le 3 juin 1961, expédié à 20h 19 aux ambassades de France à Washington, Londres, Rome, etc..., f. 3 v. Et repris dans le télégramme « circulaire n° 77 », en date du 5 juin 1961, expédié le 6 aux Ambassadeurs de France à Mexico, Caracas, Bogota, Quito, Lima, Santiago, Rio de Janeiro, Montevideo, Buenos Aires, La Paz. Idem, f. 5.

131 Entretien du G. de Gaulle et de M. Lübke, le 20 juin 1961, à l'Élysée, de 15h 10 à 16h. SGEM, vol. 14, f. 50.

132 SGEM, vol. 14, f. 129, (page 15), séance de l'après-midi, 17 h., de la réunion des 6 ministres des Affaires étrangères des Six, à Rome, le 10 juillet 1961.

133 Réunion des chefs d'Etat ou de Gouvernement, Bonn, le 18 juillet 1961, après-midi. SGEM, vol. 18, f. 178 v.

134 Idem, f. 179 recto, soit page 19.

135 Idem, f. 178 v. soit p 18.

communiste a organisé en Amérique latine 17 centres de formation syndicale. Il n'existe aucun autre centre non communiste. Dans un pays, on a formé 1.000 agitateurs parmi lesquels 400 ont été prélevés pour être expédiés vers d'autres pays du continent. Depuis 6 ou 7 mois, les progrès du communisme sont plus considérables qu'au cours des 30 dernières années. »¹³⁶ Il poursuit, en précisant sa pensée : « *Le problème est compliqué. Il concerne la formation des hommes. Les efforts de Castro ont soulevé une grande sympathie. Si Castro ne s'était pas appuyé sur le communisme, son succès aurait eu des suites épouvantables.* »¹³⁷

Ce constat effrayant est renforcé par les affirmations pour le moins curieuses d'Adenauer pour qui, si la situation est « dangereuse » dans tout le Tiers Monde, « *elle l'est davantage en Amérique latine. Il y a là une catégorie d'hommes à demi cultivés qui offrent une proie facile au communisme.* »¹³⁸

Pourtant, moins d'un mois plus tard, Fanfani, rapportera de ses conversations avec Khrouchtchev que, si celui-ci considère l'Amérique latine comme « *un réservoir d'essence prêt à faire explosion* », il déclare que les communistes ne sont pas des « *Spartacus qui veulent fomenter des révolutions* » car « *ce sont les éléments même de la situation qui créent les difficultés auxquelles ont à faire face les puissances coloniales, et qui vont dans notre sens.* » Faisant allusion à Cuba, il marque peu « *de faveur vis-à-vis de Fidel Castro* » au sujet duquel sa conclusion est des plus déroutantes : « *Si Fidel Castro était communiste, cela me rendrait anticommuniste.* »¹³⁹

Conscient que « *l'aide la plus directe consiste à assurer le débouché des matières premières* » Fanfani poursuit, soulignant alors qu'il faut éviter « *de donner l'impression que nous lui imposons de dehors une attitude paternaliste. Cela comporterait des risques psychologiques et nous exposerait à des dommages.* »¹⁴⁰ Remarquant l'urgence de la situation, il conclut : « *Le temps dont nous disposons diminue tous les jours* », et il se rallie au Général de Gaulle « *pour encourager nos efforts, dans l'intérêt de l'Occident tout entier.* »¹⁴¹ Paul-Henri Spaak, ministre belge des Affaires étrangères, soulignera pour sa part, « *Voilà plus de dix ans que l'on parle d'aide aux pays sous-développés* »¹⁴² et la seule nouveauté « *c'est le danger qui*

136 Idem, f. 179 verso, soit page 20.

137 Idem.

138 Idem, f. 181 recto-verso, soit p. 24. On doit mettre en rapport cette vision particulière du chancelier allemand avec ce qu'il avait répondu, (le 20 décembre 1959, 14h 30, lors de la Réunion des Quatre à Rambouillet), à Eisenhower qui s'étonnait « qu'il puisse y avoir des communistes sincères en Allemagne de l'Ouest » et se demandait : « Que peuvent bien désirer ces gens ? N'attachent-ils donc aucun prix à la liberté ? » Adenauer citait « à ce propos les constatations faites par un professeur sud-américain ancien communiste qui, s'étant rendu à Moscou et ayant lu de nombreux récits de conversions d'intellectuels au communisme, s'était aperçu que le mobile de la conversion n'était jamais la misère, mais bien l'ambition personnelle. Dans certains cas, il peut s'agir également d'une sorte de snobisme intellectuel. » in SGEM, vol. 10, f. 125.

139 Idem, f.222 v. Télégr. n°895-908, Rome, le 7 août 1961, au sujet des conversations Fanfani /Khrouchtchev.

140 Idem, f. 179 verso.

141 Idem.

142 Idem. Par la voix de Spaak

nous menace.» Le problème qui se pose alors aux Occidentaux est de savoir que faire avec tant de commissions et de sous-commissions, car si « *Politiquement et économiquement, l'aide à l'Afrique fait un tout avec l'aide à l'Amérique latine. Ne serait-ce qu'à ce titre, il y a quelque chose à faire.* »¹⁴³ La crainte n'est pas seulement celle du double emploi, mais surtout la peur que les institutions de Bruxelles considèrent qu'on leur retire les fonds qui leur sont alloués. Somme toute, on le voit, même si les choses sont plus claires depuis le 5 mai, elles n'ont cependant guère avancé sur le fond. La preuve la plus notoire en est qu'aucune allusion ne sera faite aux conversations sur l'Amérique latine dans la déclaration finale en dépit de l'insistance d'Adenauer qui conclura en affirmant : « *Rarement, nos réunions ont atteint une intensité telle pour traiter des problèmes complexes.* »¹⁴⁴

Pour sa part, de Gaulle rappelant que « *l'aide nous est expressément demandée par le Président Kennedy* »¹⁴⁵, préfère insister sur deux points importants : le caractère politique de la question et le fait qu'« *il ne s'agit pas pour nous de prendre une part du plan américain, mais d'y ajouter quelque chose à Six.* » Une fois encore, il insiste sur la nécessité d'une indépendance politique de l'Europe face aux Etats-Unis. Même si l'Europe, parce qu'elle est confrontée à un même danger, est consciente qu'« *il faut que notre solidarité soit absolue devant la menace à l'égard de l'un quelconque d'entre nous* », il annonce par là l'attitude de totale unité dont feront preuve, un an plus tard, les Occidentaux lors de la crise née de l'installation de fusées nucléaires à Cuba.

L'étude de l'image de l'Amérique latine dans les archives diplomatiques françaises, que nous avons volontairement voulue chronologique afin de mieux montrer l'évolution de la prise de conscience des nations occidentales à son égard, révèle que l'Amérique latine, à l'aube des années 60, après une longue période de silence, reprend sa place dans le concert des nations, en suscitant une série d'interrogations et de craintes. La France est, du fait de l'attention qu'elle porte au comportement des nations latino-américaines aux Nations Unies, le premier état occidental à s'intéresser au sous-continent.

Si d'emblée les Occidentaux ont placé l'Amérique latine aux côtés de l'Afrique, du fait de caractéristiques communes -misère de populations en pleine croissance, caractère agricole de leurs économies- des différences apparaîtront vite. En effet, ils sont conscients de l'urgence de la situation dans un continent en pleine mutation: crise économique et volonté d'indépendance diplomatique du Mexique, émergence de nations en voie d'industrialisation telles que l'Argentine et le Brésil, difficultés d'expansion économique de pays exportateurs de productions agricoles, situation à laquelle vient s'adjoindre l'exemplarité d'une révolution nationaliste anti nord-américaine qui semble attirer la sympathie des classes moyennes et offrir une alternative plus attrayante que les dictatures paternalistes et sanguinaires survivantes du

143 Idem.

144 Idem, f. 183 recto

145 Idem, f. 179 r.

siècle précédent. Mais la crainte de voir l'adversaire soviétique y prendre pied va amener les Occidentaux à intégrer totalement l'Amérique latine dans le concert des nations occidentales, puisque désormais elle devient un enjeu de la guerre froide, alors que tant par son économie que par les affinités intellectuelles de ses élites politiques, elle se rattache à la culture occidentale.

Dès lors, il s'agit de soustraire l'Amérique latine tant à une influence soviétique qu'à la tentation de ses élites à se découvrir des points communs avec les nations non-alignées. Mais la capacité de l'Europe, qui cherche son unité politique et qui se propose de se servir de l'aide au Tiers Monde pour la renforcer, est en butte aux difficultés financières. Elle connaît des dysfonctionnements quant à son organisation et éprouve des difficultés à satisfaire la demande latino-américaine d'octroi de crédits et à ouvrir ses marchés de consommation. Elle est finalement décevante, puisque son activité se heurte en permanence, à la fois à la crainte du double emploi et à la susceptibilité des institutions européennes de Bruxelles.

Par ailleurs, il est intéressant de constater qu'avec le changement d'administration, les Etats-Unis, effrayés par l'extrême urgence de la situation et conscients de l'hypothèque que constituent leurs relations passées avec le sous-continent, semblent accepter la nécessité de mettre un terme à l'exclusivité de leur influence en appelant l'Europe à leur aide. Mais, incapables d'expliquer de façon convainquante leur échec militaire autant que de pallier, voire de transformer, de façon définitive, la réalité économique profonde de l'Amérique latine, considérant que le rapprochement de raison de Cuba avec l'URSS, auquel ils ont contribué par leur intransigeance, suffira peut-être à retirer tout attrait à cette révolution nationaliste, les Etats-Unis optent pour une politique de rejet.

Quarante ans après, la guerre froide terminée, on mesure mieux l'étendue du chemin parcouru des deux côtés de l'Atlantique, quand on sait qu'en juin 1999, à l'aube du XXI^{ème} siècle, se réuniront à Rio de Janeiro, pour un sommet et « Pour la première fois dans l'Histoire, et à l'initiative de la France, les chefs d'Etat et de gouvernements de l'Amérique latine, de la Caraïbe et de l'Union européenne ».¹⁴⁶

Alvar de la LLOSA

146 Discours du Président de la République, Jacques Chirac, Séance inaugurale de l'Assemblée générale annuelle de la Banque Interaméricaine de Développement, *PIC-déclarations et documents*, 16 mars 1999, (52/99), Quai d'Orsay, Paris, p. 6.

Alvar de la Llosa